

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°22 - 8 mai 2010

# **Contre le plan de rigueur : mobilisation !**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : lundi 10 mai 2010

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Pendant les élections régionales, François Fillon avait délibérément menti en affirmant que le gouvernement Sarkozy ne préparait pas de plan de rigueur et que le Parti Socialiste affabulait en prétendant le contraire.**

Aujourd'hui, ce gouvernement annonce les premières mesures de son plan d'austérité.

Les dépenses publiques seront gelées « en valeur » en 2011, 2012 et 2013. En clair, les dépenses publiques devraient diminuer du montant de l'inflation pendant ces trois années. Ce qui représente environ 50 milliards d'euros par an, soit le montant des intérêts annuels payés aux spéculateurs détenteurs des titres de la dette publique.

Cette baisse des dépenses publiques se traduira par une diminution du nombre des fonctionnaires (moins d'enseignants, moins d'infirmières...), des coupes claires dans les crédits de tous les organismes publics, l'accélération de la baisse des salaires réels des fonctionnaires. Elle se traduira également, Fillon l'a annoncé, par une baisse des prestations sociales. Les franchises « médicales », le déremboursement de médicaments vont donc s'étendre et les allocations-chômages diminuer alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter et que les licenciements continuent à un rythme accéléré. Les allocations logements ou adultes-handicapées seront soumises à « un réexamen » c'est-à-dire qu'elles diminueront elles aussi.

En contrepartie, le gouvernement annonce qu'il va s'attaquer aux « niches fiscales et sociales » afin d'augmenter les recettes de l'État. Son refus de supprimer le bouclier fiscal qui protège les contribuables les plus riches des rigueurs de l'impôt indique, sans ambiguïté, dans quelle direction vont se diriger les attaques de Sarkozy : suppression de l'abattement fiscal de 10 % sur le montant des retraites, fiscalisation des tickets-restaurants et des services rendus par les Comité d'Entreprise aux salariés... Ce seront toujours les mêmes qui paieront.

Comme tous les autres dirigeants européens, Sarkozy a joué les apprentis-sorciers en laissant les spéculateurs se déchaîner contre la dette grecque. Et, aujourd'hui, une fois les spéculateurs déchainés contre la Grèce puis contre le Portugal et l'Espagne, il nous demande de les « rassurer » afin de garder la note AAA que les agences de notation attribuent à la dette publique française. Il « fait le malin » et se moque de nous. Pourquoi n'y a-t-il pas pensé avant de laisser se déchaîner la spéculation ? Mais peut-être, dans sa blanche candeur, ne sait-il pas qu'il n'est jamais possible de satisfaire les spéculateurs, qu'ils exigent toujours plus ?

Vouloir « rassurer » les spéculateurs est, de toute façon, parfaitement inepte. Comment, en effet, « rassurer » les spéculateurs qui ont parié des milliards d'euros sur l'éclatement de la zone euro si ce n'est en laissant éclater cette zone ? Comment « rassurer » les spéculateurs qui ont parié des milliards de dollars sur la faillite de l'Espagne si ce n'est en laissant l'Espagne faire faillite ? Comment décider de la politique économique d'un pays en fonction des notes attribuées par des agences de notations (sociétés privées financées par leurs clients, des banques en premier lieu) qui n'ont rien de simples observateurs mais qui sont des agents actifs de la spéculation ?

Le plan de rigueur de Sarkozy ne pourra qu'entraîner une nouvelle récession économique en étouffant la demande salariale. Cette récession sera d'autant plus forte que les plans d'austérité vont sévir dans toute l'Europe, que le nombre des chômeurs augmentera, fera pression sur les salaires du secteur privé et réduira encore la demande. Les recettes fiscales ne pourront alors que diminuer et le montant de la dette publique augmenter. Le gouvernement Sarkozy essaiera, en conséquence, d'imposer de nouvelles mesures d'austérité. Le plan de rigueur annoncé par Fillon n'est donc qu'un début, du moins tant que Sarkozy sera président de la République et la droite majoritaire à l'Assemblée nationale.

Les salariés grecs ont montré la seule voie à suivre qui soit vraiment réaliste. La mobilisation massive contre le plan

## **Contre le plan de rigueur : mobilisation !**

---

de rigueur et, en premier lieu, contre la régression de nos retraites, est la seule réponse à apporter à ce gouvernement qui veut nous imposer une politique néolibérale suicidaire.

**Répondons massivement à l'appel unitaire des cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA) et faisons du 27 mai une grande journée de mobilisation contre le plan de rigueur de Sarkozy, en défense des retraites, des salaires et de l'emploi.**